



Commission juridique et technique

Distr. générale
14 mars 2022
Français
Original : anglais

Vingt-septième session

Commission juridique et technique, première partie de la session
Kingston, 14-18 mars 2022

Ordre du jour de la Commission juridique et technique

1. Ouverture de la session.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Élection à la présidence et à la vice-présidence.

A. Activités des contractants

4. Rapport sur l'état des contrats d'exploration.
5. État d'avancement des programmes de formation au titre des plans de travail relatifs à l'exploration et sélection des participants à ces programmes.
6. État de la restitution des secteurs visés par les contrats d'exploration.
7. Examen des rapports annuels des contractants¹.
8. Examen des demandes de prorogation de contrats conformément aux procédures et critères applicables à la prorogation d'un plan de travail approuvé relatif à l'exploration en application du paragraphe 9 de la section 1 de l'annexe à l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982².
9. Rapport sur les examens périodiques de l'exécution des plans de travail relatifs à l'exploration.

B. Demandes d'approbation de plans de travail relatifs à l'exploration

10. Examen des demandes d'approbation de plans de travail relatifs à l'exploration.

¹ L'examen de ce point aura lieu durant la deuxième partie de la session, en juillet 2022.

² ISBA/21/C/19, annexe.



C. Activités de réglementation de l'Autorité

11. Élaboration de normes et de directives relatives aux activités menées dans la Zone.
12. Examen des recommandations concernant les programmes de formation au titre des plans de travail relatifs à l'exploration formulées à l'intention des contractants et des États qui les patronnent³.
13. Procédure et critères guidant l'examen des demandes de transfert des droits et obligations découlant d'un contrat d'exploration.

D. Plans de gestion de l'environnement

14. Élaboration et mise en œuvre de plans régionaux de gestion de l'environnement dans la Zone.

E. Questions renvoyées à la Commission par le Conseil

15. Questions relatives au patronage par les États de contrats d'exploration dans la Zone, en particulier celle du critère de contrôle effectif, et questions liées à la monopolisation des activités menées dans la Zone, compte tenu, en particulier, du concept d'abus de position dominante.
16. Examen des dispositions des règlements relatifs à la prospection et à l'exploration qui concernent la possibilité d'offrir une participation au capital d'une entreprise conjointe en vue d'harmoniser l'ensemble des règlements à cet égard et de formuler une recommandation à ce sujet aux fins d'examen par le Conseil à sa session suivante.
17. Questions liées à la conduite d'activités de recherche scientifique marine dans les secteurs d'exploration.
18. Examen des recommandations à l'intention des contractants en vue de l'évaluation d'éventuels impacts sur l'environnement liés à l'exploration des minéraux marins dans la Zone⁴.

F. Questions diverses

19. Questions diverses.

³ ISBA/19/LTC/14.

⁴ ISBA/25/LTC/6/Rev.1 et ISBA/25/LTC/6/Rev.1/Corr.1.